

Eugène Lapointe

L'Occident face au djihadisme islamique : Comment répondre?

Nurt SVD 49/2 (138), 413-428

2015

Artykuł został opracowany do udostępnienia w internecie przez Muzeum Historii Polski w ramach prac podejmowanych na rzecz zapewnienia otwartego, powszechnego i trwałego dostępu do polskiego dorobku naukowego i kulturalnego. Artykuł jest umieszczony w kolekcji cyfrowej bazhum.muzhp.pl, gromadzącej zawartość polskich czasopism humanistycznych i społecznych.

Tekst jest udostępniony do wykorzystania w ramach dozwolonego użytku.

L'Occident face au djihadisme islamique. Comment répondre?

Eugène Lapointe OMI

elapointe@ustpaul.ca

Université Saint-Paul



Né en 1932, l'auteur entra chez les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée en 1952. Missionnaire au Lesotho (Afrique méridionale) pendant 36 ans, il œuvra d'abord dans le ministère presbytéral, puis devint supérieur du scolasticat des Oblats et professeur au grand-séminaire de Roma (Lesotho) en 1967. Il enseigna comme professeur titulaire à l'Institut des sciences missionnaires de l'Université Saint-Paul, Ottawa, Canada, à partir de 1988. Finalement, il travailla pendant dix ans auprès d'autochtones canadiens jusqu'en 2012. Sa thèse de doctorat s'intitule: *Expérience pastorale en Afrique australe*, Paris, 1986.

Face au djihadisme islamique, la peur s'empare de plus en plus de l'Occident, et les États concernés, que nous appelons pompeusement démocraties, sont prêts à tout faire pour enrayer ce qu'ils croient être la source du problème. Quelques gouvernements ont choisi les bombardements plus ou moins aveugles pour venger les crimes commis, espérant par-là juguler l'expansion de la nouvelle «barbarie», tandis que des militaires spécialisés dans la balistique ciblent de leurs drones des endroits précis. Y meurent trop souvent civils et djihadistes confondus. On utilise l'euphémisme «pertes collatérales» pour minimiser l'horreur de ce gâchis où pourtant des milliers de gens périssent.

Dans ces pays, que l'on dit civilisés, les législateurs créent des lois de plus en plus restrictives qui risquent de compromettre la liberté et la vie privée de leurs concitoyens en mettant dans la main d'un petit

nombre de spécialistes de la sécurité le soin de prévenir et de trouver les présumés coupables avec le minimum de contrôle judiciaire et tous les risques que cela peut impliquer. On répond à la terreur par la terreur, en croyant faire peur à son tour. Mais cela ne sert, semble-t-il, qu'à l'escalade dans l'atrocité.

Il faut ajouter que les gens qui ne connaissent de l'islam que certains clichés ont tendance à l'amalgame et mettent tous les musulmans dans le même panier: tous coupables, affirment-ils. Il faudrait les éliminer ou du moins les expulser de chez nous. Pourquoi ces étrangers ne restent-ils pas dans leurs pays, demande-t-on? Le milliard et plus de musulmans dans le monde ne comprendrait-il que des djihadistes?

L'islam est multiple. Il faut au moins compter trois fractions fondamentales: les traditions sunnite et chiite radicalement opposées l'une à l'autre, ainsi que l'islam mystique soufi, pacifique et plutôt œcuménique dans ses relations avec les autres religions, auxquelles d'ailleurs il emprunte beaucoup¹. Pendant des siècles, le monde de l'islam a fasciné l'Occident à la fois comme rêve et cauchemar, attrayant et rebutant, avec toutes les caractéristiques de l'étrange. Le phénomène est réciproque. L'Occident, laïque et chrétien, attire lui-même le musulman et lui semble aussi étrange et très loin de ses conceptions profondes à lui. L'islam est un monde qui veut rester ce qu'il est, se développer à partir de ce qu'il est. Il se sent confronté à un Occident conquérant qui s'est développé de manière étonnante depuis les derniers siècles. Il a du mal à supporter ce défi et s'est transformé en danger pour les valeurs fondamentales de l'Occident².

Le but de cet essai

À partir de ce que nous venons d'avancer et de ce qui arrive aujourd'hui dans le monde, la question se pose de façon criante: prend-on les bons moyens pour réagir adéquatement à la situation d'antagonisme entre l'Occident et une partie du monde musulman afin de favoriser un changement positif radical dans nos relations les uns avec les autres? Serait-il possible de changer le cours des choses en proposant d'autres solutions que la violence, sinon à moyen terme, du moins en visant un futur plus ou moins lointain? C'est la question à laquelle je veux tenter de répondre, trop brièvement peut-être, sans me faire d'illusion non plus sur la portée réelle et l'efficacité de ce que j'avance-

¹ De fait, les soufis proviennent des deux premiers groupes.

² Consulter sur ce sujet É. Platti, *Islam... Étrange? Au-delà des apparences, au cœur de l'acte d'«Islam», acte de foi*, Paris 2000, 338 p.

rai, avec le risque en plus de passer pour naïf. Je le ferai dans un esprit de dialogue, dans l'espérance que cela nous aidera à réfléchir et à nous orienter peu à peu dans la bonne direction.

Au demeurant, j'éviterai les grandes théories. Les voies que je suggère ne sont souvent que de très simples interventions, des attitudes, de la délicatesse dans nos relations humaines, des façons de faire qui, pour la plupart, n'exigent pas de grands moyens, des essais de vivre ensemble dans l'acceptation et le respect de chacun et chacune dans ce qu'ils sont, leurs différences, leurs valeurs, mais des tentatives qui, au final, pourraient nous faire prendre conscience qu'il est bon de nous connaître les uns les autres, de collaborer au bien de tous, d'arriver à nous apprécier mutuellement, de bâtir ensemble un monde meilleur sur une planète où chacun a sa place, peut vivre et mourir dans la dignité sans être contesté et apostrophé à tout instant. Inutile d'ajouter qu'il s'agit du long terme, car il est question de dialogue, de rencontre, d'éducation. Et cela prend du temps. Libres aux impatientes de s'essayer au court terme, mais ils risquent d'empirer la situation s'ils procèdent sans discernement.

Nous ne parlerons pas expressément d'Al-Qaïda, ni de Boko Haram, ni même de l'État islamique qui sévissent dans leurs régions d'origine et s'attaquent à leurs propres concitoyens. Non pas que ces organisations terroristes soient moins importantes, moins cruelles, moins innommables pour cela. Tout au contraire, elles posent des gestes intolérables qu'on doit repousser par tous les moyens légitimes à notre disposition, là où nous pouvons agir. Mais comme on ne peut parler dans quelques pages de tout le problème qui se pose à nous face au terrorisme actuel, nous nous en tiendrons aux attentats qui se sont produits dernièrement en Europe, nommément en France, et au Canada depuis le début de l'année. Ils sont un échantillon suffisamment parlant et représentatif pour illustrer nos propos³.

Quelle sera notre manière de procéder? Pour essayer de comprendre le phénomène, on tentera en premier lieu de tracer le portrait du djihadiste; ensuite nous parlerons de la liberté d'expression qui a dominé les réactions aux attentats récents, en particulier lors du drame de «Charlie Hebdo». Il ne sera pas possible d'éviter la question

³ Il s'agit de l'attentat au Québec, Canada, de St-Jean-sur-le-Richelieu, en janvier dernier, où un soldat fut tué, puis quelques jours plus tard, de la double attaque à Ottawa où mourut un soldat en faction protocolaire auprès du monument au soldat inconnu et la fusillade au Parlement lui-même; puis en France, du massacre aux bureaux de la revue «Charlie Hebdo» et, quelques heures plus tard, de l'attentat de la boucherie cacher à Paris.

de la laïcité ou de la sécularité, ainsi que l'irruption du religieux qui s'est manifestée à cette occasion.

1. Portrait-robot du djihadiste?

Est-il possible de tracer le portrait-robot du djihadiste? Il n'est pas facile de répondre en quelques phrases. Nous sommes en présence d'un phénomène nouveau et l'article, assez bien équilibré d'Antoine Garapon, dans la revue «Esprit» de février 2015, le démontre bien⁴. Pour décrire objectivement le djihadiste, il faut multiplier les distinctions et éviter les généralités.

Première surprise, les djihadistes sont souvent des citoyens du pays où ils commettent leur crime, des jeunes gens, la plupart dans la vingtaine, qui y sont nés et y ont reçu leur éducation, la même que tous les autres. Socialement et culturellement, ils ne sont pas très différents des jeunes d'aujourd'hui un peu partout dans le monde. Ils écoutent la même musique, utilisent les mêmes téléphones.

Ce qu'ils semblent manifester, c'est le vide engendré par la disparition des idéologies (religions, sens civique de la vie ensemble). Un bon jour, cette absence éclate violemment dans leur conscience et ils cherchent quelque chose, un débouché, qui pourrait donner une raison à leur vie. Dans leur désarroi, l'action terroriste leur paraît la solution. L'acte qu'ils posent est-il un attentat, au sens d'agression surprise contre une foule anonyme, une bombe posée dans un avion ou le métro par exemple, ou bien une attaque ciblée contre une institution ou des personnes en autorité comme des policiers ou des militaires, ainsi qu'il est arrivé au Québec à St-Jean-sur-le-Richelieu et au Parlement canadien? S'agit-il d'un acte de rébellion, révolutionnaire, ou d'un crime de droit commun? Si le djihadiste ressemble un peu à un tueur en série, ses motifs sont plutôt d'ordre religieux et politique.

L'agression est-elle un crime de guerre? Les djihadistes ont souvent montré qu'ils savent manier les armes et planifier leurs attentats. Ils agissent de sang-froid. Mais ils ne se présentent pas comme des groupes structurés. Ils ne sont que des individus plutôt isolés ou ils procèdent par groupes restreints de deux ou trois personnes, ce qui n'exclut pas qu'ils puissent être dirigés et conseillés par des organisations plus importantes d'ailleurs. Leurs attaques sont imprévisibles, susceptibles d'éclater un peu partout en plusieurs endroits du globe, même si l'Occident paraît ciblé plus particulièrement.

⁴ A. Garapon, *Que nous est-il arrivé*, «Esprit», février 2015, n° 412, p. 6-19.

S'ils se réfèrent à une religion, ils ne semblent pas toujours la bien connaître et ils nagent entre la pathologie et l'idéologie. Ils savent que, normalement, ils n'en sortiront pas vivants, mais ils se sont préparés; ils ont assumé cette éventualité. Ils en attendent la récompense du paradis. On peut bien dire qu'ils ont subi un lavage du cerveau et que la connaissance de leur religion est bien mince, mais il reste qu'ils ont mis leur espérance, pour ainsi dire, en Mahomet, par exemple, ou le Dieu transcendant, Allah le tout-puissant. La religion les a rattrapés, d'une façon assez simpliste et limitée, mais elle est bien là. À vrai dire, leurs actions criminelles sont des actes hybrides qui provoquent des réactions qui ne peuvent se comparer au nombre limité de leurs auteurs ni aux motifs qui les animent. Et cela dépasse notre entendement. Nous en sommes estomaqués. Nous en restons bouche bée.

Que conclure? Comment réagir à des actes aussi disproportionnés qui ne ressemblent en rien, semble-t-il, à ce que nous avons connu jusqu'ici? Le phénomène provoque chez nous beaucoup d'émotion. Au fond, celle-ci est la manifestation la plus claire de notre incompréhension du phénomène. En France, elle s'est cristallisée autour de la liberté d'expression, même si objectivement les attaques visaient beaucoup plus, c'est-à-dire l'Occident dans l'ensemble de ses valeurs. Pour cette raison, il nous faut commencer par-là, c'est-à-dire parler de la liberté d'expression, ne pas escamoter la question, sans pourtant l'exagérer.

2. La liberté d'expression

Parlons-en de la liberté d'expression. Il est clair que celle-ci a dominé la scène après les attentats de Paris. Les manifestations monstres qui ont eu lieu un peu partout en sont la preuve. Pourtant, il n'y a pas que «Charlie Hebdo» qui a été pris comme cible en ce début de l'année. Il y eut le magasin d'alimentation cacher juif à Paris quelques heures plus tard. Quelques jours plus tôt, le Canada avait fait la une des médias avec le meurtre d'un militaire au Québec, à St-Jean-sur-le-Richelieu, et l'attaque du Parlement à Ottawa où, là aussi, il y eut mort d'homme, à commencer par un soldat en faction protocolaire. Il ne s'agissait pas de liberté d'expression. Il est vrai que la tuerie a été moindre. Pourtant si les terroristes avaient pu pénétrer dans la salle où se trouvaient réunis en «caucus» les membres du gouvernement canadien, Dieu sait si des morts il y en aurait eu. Malgré cela, c'est la revue satirique qui fit les manchettes, avec le slogan *Je suis Charlie*. Pourquoi? Serait-ce qu'une publication populaire frappe davantage l'imagination des gens que leurs institutions sociales?

Mon but n'est pas de minimiser le crime, qui est intolérable. Il fallait bien faire quelque chose pour que baisse la charge d'émotion qu'on a éprouvée à cette occasion. En même temps, l'événement indique qu'on peut être obnubilé par ce qui paraît mieux répondre à ce qui monte des entrailles d'un chacun qu'à ce qui provient de sa raison. De telles situations ne favorisent pas toujours des réactions équilibrées. Car, nous l'avons dit, les attaques djihadistes ne visaient pas seulement la liberté d'expression. C'est l'Occident dans son ensemble avec ses valeurs qu'on pointait du doigt. Lors de cet événement, l'émotion a fait de la liberté d'expression un absolu, une vache sacrée et, somme toute, l'immense foule des manifestants n'a retenu que cela. Les quelques nuances que certains ont essayé d'exprimer sur l'événement et ses causes furent perçues comme un manque de sensibilité envers un acte inacceptable ou bien comme un manque de courage et de l'hypocrisie, ce qu'Alice Béja retient, par exemple, contre le «New York Times» pour avoir omis, sinon refusé de publier les caricatures de Mahomet⁵.

Il faudrait d'abord pouvoir répondre rationnellement au phénomène dans son ensemble, ensuite aborder sereinement la question de la liberté d'expression, ce qu'on peut résumer par l'interrogation suivante: avons-nous le droit intangible de dire n'importe quoi, d'offenser nos frères et sœurs en humanité au nom de la sacro-sainte liberté d'expression? N'y a-t-il pas des limites qu'on ne devrait pas dépasser en ce domaine?

On me pardonnera de présenter ici un témoignage personnel. Ce fait a au moins l'avantage d'être concret et de rejoindre les lecteurs à partir de leur propre expérience. Ma génération a reçu une éducation qui demande de respecter son prochain. Mes parents, pour ne mentionner qu'eux, m'ont inculqué cette valeur, non pas parce qu'ils étaient chrétiens catholiques, même s'ils étaient pratiquants convaincus. Ils estimaient que le respect mutuel faisait partie d'un esprit civilisé. Ils l'acceptaient comme l'attitude normale d'un être humain. Ils ne raisonnaient pas là-dessus, c'était une évidence. Et ils ne se sont jamais sentis brimés dans leur liberté d'expression pour cela. C'était un acquis de l'éducation familiale de ce temps-là. On recevait cette façon d'agir comme quelque chose qui va de soi. Il fallait vouvoyer les personnes plus âgées, y compris les étrangers qu'on rencontrait pour la première fois. À l'école, on disait «vous» à l'institutrice, qu'on appelait «maîtresse d'école», et qui n'avait souvent que quelques années de plus que ses élèves. Et gare à soi au retour de l'école, si on lui avait manqué

⁵ A. Béja, *Liberté d'expression: le miroir américain*, «Esprit», février 2015, p. 37.

de respect. Aujourd'hui, à plus de quatre-vingts ans d'âge, le moindre petit bout-de-chou me dit «tu». Je suis probablement vieux jeu, mais je ne m'en suis pas encore complètement habitué, même si je m'efforce de comprendre. D'où mes difficultés à accepter qu'on puisse dire n'importe quoi à propos de nos frères et sœurs en humanité et que l'on considère cela comme un droit absolu, intangible, qui doit appartenir à la charte universelle des droits humains.

Normalement, un catholique pratiquant connaît les écrits de saint Paul. On y lit ce qui suit:

«Et toi, pourquoi juges-tu ton frère? Et toi, pourquoi méprises-tu ton frère? [...] Cessons donc de nous juger les uns les autres. Jugez plutôt qu'il ne faut pas être pour un frère cause de chute et de scandale. Je le sais, j'en suis convaincu [...], rien n'est impur en soi. Mais une chose est impure pour celui qui la considère comme telle. Si en prenant telle nourriture, tu attristes ton frère, tu ne marches pas selon l'amour. [...] Mais c'est un devoir pour nous, les forts, de porter l'infirmité des faibles et de ne pas rechercher ce qui nous plaît. Que chacun de nous cherche à plaire à son prochain en vue du bien pour édifier. Accueillez celui qui est faible dans la foi sans critiquer ses scrupules» (Rm 14,10-14).

Voilà, me semble-t-il, quelque chose qui fait sens; il n'est pas nécessaire d'être chrétien pour l'accepter. Un croyant éclairé sait qu'aucune nourriture n'est impure, mais ce n'est pas une raison suffisante pour mépriser ou ridiculiser son prochain qui croit le contraire. Paul parle de viande offerte aux idoles. On pourrait la remplacer par la viande de porc, le voile islamique et autres coutumes religieuses ou culturelles que nous ne partageons pas avec nos frères musulmans (ou juifs), des frères et des sœurs pourtant qu'il nous faut respecter autant que les autres.

Qu'on me comprenne bien. Je ne conteste pas le rire à gorge déployée, l'humour et les bons mots, mais ceux-ci ne peuvent rimer avec blesser et offenser. Il ne convient pas de se moquer de ce que quelqu'un considère comme ce qu'il y a de plus précieux dans sa croyance. Le respect qu'on lui doit l'exige ou du moins va jusque-là.

D'aucuns pensent qu'on devrait accepter le blasphème. Passe encore quand il est le fruit d'une colère soudaine, momentanée et non réfléchie. Cependant, et quoi qu'il en soit de la vérité objective de l'objet de la croyance, s'il est commis en toute connaissance de cause et voulu avec les conséquences qui peuvent en découler, le blasphème

n'est pas acceptable dans une société civilisée qui se respecte. C'est à tout le moins grossier et vulgaire. On ne devrait pas se surprendre si les réactions qu'on provoque ainsi impliquent des gestes qui dépassent l'entendement. Pour le dire brièvement, oui, la liberté d'expression est un droit qu'on doit accepter, mais elle ne peut être un prétexte pour blesser un frère, une sœur qui possèdent leur propre droit au respect.

3. Laïcité et sécularité

Si on en entend des choses actuellement à propos de la laïcité! Serait-elle la seule et unique réponse adéquate au phénomène du terrorisme. Pourrait-elle guérir de tous les maux du vivre ensemble sur notre planète? On pourrait le croire, à entendre les prophètes d'un nouveau monde idéal pour qui la neutralité de l'État est la valeur absolue d'une société qui se respecte. Quant à la religion, elle serait la source de tous les maux. Parlent ainsi des gens parfois intelligents et d'autres qui souvent n'ont aucun contact avec la religion ou qui ne pratiquent plus depuis longtemps celle dans laquelle ils sont nés. Ils en ignorent à peu près tout, sinon des bribes glanées ici et là, sorties de leur contexte et dont ils ne comprennent pas le sens. Il faut lire les tribunes de réactions des lecteurs aux articles de base des journaux et revues pour en être édifiés. Ils proclament avec une autorité sans borne leurs nouveaux dogmes et récitent leur credo, qui en est issu, sans y mettre un seul bémol. Est-il possible d'écrire quelque chose de sensé sur le sujet?

Avant de répondre, on devrait peut-être rappeler quelques bribes de l'histoire de la laïcité en France qui a guillotiné bien des têtes au nom de la République, y compris les Carmélites de Paris, qui a chassé les religieux de leurs monastères et s'est emparé de leur vraies ou prétendues richesses à la fin du dix-neuvième siècle.

Faudrait-il parler aussi de l'anticléricalisme à fond de train qui se présentait comme signe d'intelligence et d'ouverture d'esprit. Peut-être que beaucoup de catholiques pratiquants n'étaient pas plus équilibrés dans leurs réactions, mais ils avaient pour eux qu'ils étaient les victimes. Voulons-nous revenir à ces aberrations?

On doit en premier lieu préciser les notions de «laïcité» et de «sécularité», car les deux termes ne se recouvrent pas complètement. Celui de laïcité est typiquement français et, en principe, exclut la religion totalement du champ public et politique. Il est une sécularité radicalisée, une surenchère, tandis que celui de sécularité exprime simplement la séparation de l'Église et de l'État, la religion et la politique se développant en toute indépendance l'une de l'autre, sans se concu-

rencher ni s'opposer mutuellement l'une à l'autre, du moins en principe, les deux coexistant plus ou moins pacifiquement dans un même État de droit.

Prenons l'exemple de la Turquie et de la Tunisie. C'est le concept de laïcité à la française qu'Atatürk⁶, au sortir de la guerre civile en Turquie, avait préconisé et imposé afin de lutter contre toute ingérence du religieux dans l'État. À son tour, Bourguiba⁷ s'était mis à l'école d'Atatürk en Tunisie en interdisant le référentiel religieux du discours politique et en y allant de son lot d'exclusions vestimentaires. Comme quoi, il ne faudrait pas penser la laïcité en termes purement occidentaux. Il existe des précédents au moins dans quelques pays musulmans. L'Égypte en était un autre. Dans un pays à forte majorité musulmane comme la Tunisie, des personnalités influentes prônent plutôt la sécularité que la laïcité, du fait que ce pays est sunnite dans sa population musulmane et donc n'a pas de clergé, de leadership religieux établi. Paradoxalement, l'État inventé par Bourguiba s'est trouvé *de facto* en charge de la religion islamique qu'il avait mise sous tutelle, ce qui n'est ni la mission, ni la vocation de l'État que le personnage préconisait.

Pour exprimer le maintien d'un usage symbolique de la religion en démocratie, il est préférable d'utiliser le terme sécularité plutôt que celui de laïcité, trop lié à l'histoire de la France depuis la révolution de 1789, pays qui d'ailleurs a tendance à vouloir repousser la religion dans la vie purement privée. Car la laïcité se heurte à la critique post-moderne, selon laquelle la distinction entre religion et politique serait illusoire à cause de l'omniprésence déguisée du théologique dans le monde contemporain. Beaucoup croient que la sécularisation pourrait être le transfert inconscient des structures façonnées par les religions de la société prémoderne vers la société contemporaine. Ses artisans réagiraient en grande partie et de la même manière à partir du fond religieux qui leur vient de leur culture. Ainsi la rupture d'avec la religion dans les sociétés modernes ne serait pas aussi radicale que l'affirment les héritiers des Lumières. Qu'on le veuille ou non, nos sociétés seraient encore sous l'emprise d'un inconscient religieux⁸.

⁶ Mustafa Kemal Atatürk devint le premier président de la République de Turquie en 1923. De 1925 à 1928, il transforma le pays en un État moderne et laïc.

⁷ En 1957, Bourguiba renverse le bey de Tunisie et fait proclamer la République, dont il devient le président. C'est en 1964 qu'il proclame la laïcisation des institutions.

⁸ Je me suis inspiré ici d'un article de Y. Belal, *Note de travail*, «Les Cahiers bleus», n° 17, 2012, p. 7-24. Numéro spécial intitulé *Islam et sécularité: Réformisme*

Mais il s'agit plutôt, pensons-nous, d'une situation historique et culturelle qui impose des préséances, certaines légitimes, d'autres non⁹. On doit en prendre note et y prêter attention. Ces préséances peuvent être admissibles à condition de conserver leur caractère contextuel. Il ne faut pas qu'elles poussent à établir une hiérarchie formelle entre la majorité et les minorités, ce qui conduirait à la création de deux classes de citoyens. Pour vivre et se déployer, toute société doit s'appuyer sur un fondement symbolique: une langue commune, des valeurs, des croyances, des symboles, des identités, des traditions. Il est normal que l'État se soucie de ce fondement, qu'il le maintienne et le soutienne quand il est menacé. Puisqu'il est forgé par l'histoire, il est associé à la culture fondatrice ou majoritaire. C'est ce qui fait qu'une société est celle-ci plutôt que celle-là.

Prenons l'exemple du Québec (Canada). Son fondement symbolique repose, entre autres, sur une tolérance en faveur de l'héritage chrétien: le calendrier des fêtes, les symboles de Noël dans les édifices publics, la croix au parlement, les calvaires le long des routes, etc. Même les pays, où l'on prône la laïcité dure, ne peuvent se passer de tels symboles. En France, les principales fêtes chrétiennes sont chômées, même si sporadiquement on parle d'en supprimer au moins quelques-unes. Et que dire des églises et des cathédrales que les pouvoirs publics doivent entretenir? Tout en sachant que cette obligation ne concerne que les édifices construits avant 1905!

Un exemple possible d'une attitude positive qui pourrait être bienfaisante. Nos écoles ont abandonné l'enseignement religieux, entre autres au Québec (Canada). On l'a remplacé par un cours d'introduction aux religions. J'ai beaucoup de réserve à exprimer à propos de celui-ci. Il m'apparaît trop simpliste dans son contenu et venir trop tôt dans la vie d'enfants qui ne sont pas en mesure de juger par eux-mêmes. Mais ne pourrait-on pas rêver, malgré les limites flagrantes de ce cours, de rendre fiers de leur passé religieux et culturel nos élèves, quels qu'ils soient, les musulmans en particulier, de montrer à la petite Fatima et au jeune Hussein que l'islam a produit des érudits, de grands scientifiques, qu'il a fait progresser l'humanité, en mathématique par exemple, d'apprendre le nom d'Avicenne (Ibn Sīnā) pour les progrès qu'il a fait faire à la médecine, d'Averroès (Abū al-Walīd ibn Rūchd) pour sa philosophie, de Rabia, la grande mystique musulmane du IX^e siècle, de Rumi (Djalāl ad-Dīn Muhammad Rūm), d'Hafez (Khouajeh

et enjeux géopolitiques.

⁹ Pour ceci, j'utilise un court article de G. Bouchard, *Tensions au sujet de l'interculturalisme québécois*, «Le Devoir», le 12 mars 2015, p. A 7.

Chams ad-Din Mohammad Hafez-e Chirazi) pour leur poésie spirituelle, etc. Il faut arrêter de faire rimer la laïcité et la sécularité avec le rejet des religions. Ce qu'il faut enseigner, c'est le respect, en particulier celui de notre histoire. Autrement, comment apprendre à vivre si on n'est pas enraciné dans son passé qui, bien sûr, n'est pas que positif, mais n'est pas dépourvu de belles choses non plus? On ne peut faire table rase de l'histoire d'un peuple qui, autrement, n'aurait pas de raison d'exister comme entité distincte dans le concert des nations. Il perdrait ses racines qui le font ce qu'il est et lui donnent sa pertinence. Avis donc à ceux et celles qui voudraient faire table rase de leurs fondements religieux historiques. Pour ce qui a trait au jeune citoyen de souche, après avoir pris conscience de la beauté du passé de son peuple, il lui faut apprendre de même que ses petits compagnons de classe venus d'ailleurs possèdent aussi une histoire glorieuse, même si elle est différente de la sienne, qu'on ne doit pas les mépriser parce qu'il n'ont pas toujours les mêmes manières d'agir, qu'ils sont inférieurs parce qu'ils ne sont pas comme lui et éviter à tout prix de leur faire sentir qu'ils ne sont pas chez eux.

4. La religion

Pour ce qui est de la religion, nous l'avons déjà abordée indirectement dans le paragraphe précédent. Ajoutons quand même quelques réflexions complémentaires.

Ceux pour qui elle est la source de toutes les dérives que nous vivons et qui, en conséquence, prônent la laïcité, comme on dit en France, ou la sécularité, comme on s'exprime ailleurs, pensent trouver là le remède à tous les maux de nos sociétés modernes. Mais les djihadistes n'ont cure de cette solution; ils croient en Allah, et c'est en son nom qu'ils agissent ou pensent agir. Plusieurs lui offrent leur vie. Que peut-on faire contre un sens religieux aussi radical? Que peut-on contre quelqu'un qui est prêt à mourir pour son Dieu? Voilà la question: faut-il restreindre la religion (jusqu'à extinction même) et favoriser par tous les moyens la laïcité? Serait-ce la solution au problème? Il faut le dire haut et fort: la religion fait partie intégrante de ce que pensent les gens ou, en terme plus général, de leur culture. On ne peut pas l'exclure à priori, même si on peut imaginer que beaucoup de croyants se trompent et vivent dans l'erreur. Mais on ne peut condamner quelqu'un qui exprime ce qu'il croit, bien qu'on puisse lui demander de respecter les opinions des autres qui raisonnent autrement, comme il faut respecter le patrimoine, l'héritage que nous ont légués nos ancêtres,

même si nous n'acceptons plus les valeurs qui les faisaient vivre. Est donc condamnable la destruction du patrimoine artistique de l'Irak que l'État islamique a ordonné dernièrement.

Tout cela pour dire que les citoyens d'un pays dans lequel le gouvernement est séculier doivent pouvoir pratiquer en toute liberté leurs croyances religieuses et exiger que leur religion ait pignon sur rue. Au demeurant, les appels tonitruants à la prière, que ce soit par les cloches des églises, les minarets musulmans ou autres moyens, peuvent être limités de droit. Cela n'empêche pas les cloches de pouvoir sonner à toute volée lors d'une fête nationale et d'une manifestation comme celle en faveur de «Charlie Hebdo».

Quant à la façon de se vêtir, pourquoi ne pas admettre que quelqu'un puisse s'habiller comme il l'entend, même pour servir l'État, qu'il s'agisse de signes religieux ou non? Il y a quelques années, on a fustigé l'Église catholique qui réglait au centimètre la longueur des robes que pouvaient porter les femmes, condamnait le port du pantalon et demandait aux religieuses de se voiler. Nous en avons entendu de belles sur ce sujet dans notre environnement religieux passé! Faudrait-il revenir à de telles discussions oiseuses, mais cette fois-ci à la lumière de la sacro-sainte sécularité qui voudrait mesurer au millimètre la longueur d'une petite croix que peut porter un employé officiel de l'État sous prétexte que celle-ci peut être ostentatoire et influencer indûment l'action de ce fonctionnaire? Le cléricalisme n'est pas toujours d'un seul côté de la médaille. Sans doute peut-on demander à une femme, portant le niqab, de montrer son visage dans les circonstances exceptionnelles où il lui faut absolument s'identifier, mais qu'est-ce que cela peut me faire à moi si, dans la rue, elle préfère me le cacher pour des raisons soit religieuses soit culturelles? Certains affirment que le voile intégral les met en colère. Il faudrait peut-être réfléchir un peu et devenir raisonnable une fois pour toutes en ce domaine.

Par contre, sont absolument inacceptables ce qu'on appelle les «crimes d'honneur» et horreurs semblables, comme les viols de groupe, quoique ces actes hideux ne soient pas propres aux musulmans; on les retrouve ailleurs, souvent en Asie, qu'ils soient commis par des hindous, des bouddhistes, peut-être même des chrétiens et des gens qui se disent sans aucune religion. Ce sont des atteintes directes aux droits humains fondamentaux, sinon des crimes contre l'humanité.

Conclusion

J'ai bien conscience de n'avoir nagé qu'en surface. Le sujet traité demanderait beaucoup plus de recherche, de profondeur et de nuance. Je suis convaincu par ailleurs que, dans les relations humaines, les moyens les plus simples sont souvent les plus efficaces. L'attention aux personnes, les rencontres, le dialogue, la compréhension, la bonté, la délicatesse peuvent faire beaucoup plus que les attaques frontales et intempestives qui ne réussissent qu'à provoquer des réactions aussi brutales. De toute évidence, en raison des événements passés, de l'histoire de nos peuples, la méfiance est grande les uns envers les autres. La guérison de ces blessures n'est pas pour demain. Les moyens que je suggère peuvent prendre du temps avant de porter leurs fruits, mais je n'en vois pas de plus productifs.

Quant à ceux qui se croient des intellectuels chevronnés, il faut admettre qu'ils cèdent parfois à la tentation d'exploiter certaines manifestations de pensées populaires. Dénigrer l'islam est devenu une réalité. Or que veulent les djihadistes meurtriers, sinon accroître la confrontation, transformer nos différences en abîme d'incompréhension et d'hostilité? À ce compte, nous tombons tête la première dans leur jeu. Ils se nourrissent de la haine envers les musulmans¹⁰, ce qui justifie à leurs yeux leur horreur de l'Occident et motive leurs actions contre lui.

Qu'on me permette de terminer par le fait suivant qui reflète une attitude évangélique authentique:

«Deux mois avant de mourir assassinée à Auschwitz, le 30 novembre 1943, Etty Hillesum, juive de 28 ans, fait l'expérience qu'il ne sert à rien, d'un côté comme de l'autre, d'entretenir la haine et de prôner la violence. On peut faire partie des persécutés et être, au fond du cœur, un bourreau soi-même. Elle répond donc à un compagnon d'infortune tenté de détester les ennemis des Juifs et d'organiser leur anéantissement; elle lui dit:

Cette haine ne nous mènera à rien

– Son interlocuteur eut un geste de découragement et répliqua: *[...] Ce que tu veux faire est bien trop long, nous n'avons pas tant de temps!*

¹⁰ Ici, j'ai emprunté quelques idées de l'écrivain Marek Halter, exprimées dans une interview intitulée *Ramener Dieu à bon port*, «Le Devoir», du 10 janvier 2015, p. A 2.

– Et elle de répondre: [...] *Ce que tu veux, toi, on s'en préoccupe déjà depuis le début de l'ère chrétienne, et même depuis des millénaires, depuis les débuts de l'humanité. Et que penses-tu du résultat, si je puis me permettre?*

– Consterné, le vieux partisan, le vétéran de la lutte des classes s'exclame alors: *Mais, ce serait un retour au christianisme!*

– Elle reprend, amusée: *Mais oui, le christianisme: pourquoi pas?»¹¹.*

Etty, juive non-pratiquante, lisait la Bible et se plaisait à méditer les évangiles. Pour elle, ce n'est pas en répliquant à la violence par la violence qu'on arrivera un jour à vivre en paix les uns avec les autres.

Dans le concert des nations, certains sont incroyants, d'autres membres d'une multitude de religions. Pourquoi ne pas tout mettre en œuvre pour arriver à vivre ensemble, en harmonie, sous un gouvernement séculier peut-être, établi non pas pour promouvoir une idéologie qui pourrait se révéler oppressive à son tour, mais pour protéger la liberté d'expression de tous dans le respect de l'opinion des uns et des autres, y compris de leur religion?

~•~

EUGÈNE LAPOINTE OMI
L'Occident face au djihadisme islamique.
Comment répondre?

Résumé

Face au djihadisme islamique, comment réagir pour favoriser un changement positif radical dans les relations entre l'Occident et l'Islam? L'auteur suggère des essais de vivre ensemble dans l'acceptation et le respect de tous. Le but: réaliser comment il pourrait être bon de nous connaître les uns les autres en vue de bâtir ensemble un monde meilleur.

Pour tenter de comprendre le phénomène de la violence dans nos relations les uns avec les autres, l'auteur commence par tracer un portrait-robot du djihadisme, puis décrit ce que devrait être la liberté d'expression qui a dominé les attentats récents, en particulier le drame de «Charlie Hebdo». Finalement, il traite de la question de la laïcité (ou sécularité) et de l'irruption du religieux.

¹¹ E. Hillesum, *Une vie bouleversée: Journal 1941-1943*, Paris 1986, p. 216-218, in passim.

Conclusion: tout mettre en œuvre pour arriver à vivre ensemble, en harmonie, peut-être sous un gouvernement séculier, une gouvernance établie non pas pour promouvoir une idéologie qui pourrait se révéler oppressive à son tour, mais pour protéger la liberté d'expression de tous dans le respect de l'opinion des uns et des autres, y compris de leur religion.

Les mots-clés: djihadisme islamique, société pluriculturelle, liberté d'expression, liberté religieuse, laïcité, sécularité.

EUGÈNE LAPOINTE OMI

The West in the face of the Islamic jihadism.

How to react?

Abstract

What is the right attitude towards the Islamic jihadism that would cement the positive relationship between the West and Islam? The author of the article pictures a multicultural society built on mutual respect, whose primary objective is getting to know each other in order to build – together – a better world.

First, he identifies some key features of a jihadism, which are intended to help understand (or explain) occurrences of the use of violence on religious grounds. Next he describes some characteristics of the idea of the freedom of speech – the motive behind many terrorist attacks, especially the dramatic outcome of the assault of the offices of «Charlie Hebdo». Finally, he addresses the classic idea of the *laïcité* (secularity) in the Western world and analyses the phenomenon of the "return to religiosity".

In his conclusion, the author postulates the *sine qua non* condition for a peaceful existence of a multicultural society: non-religious government, whose objective is not the promotion of an ideology (which could mutate into oppression), but the preservation of the freedom of speech and religion for all citizens.

Keywords: Islamic jihadism, multicultural society, freedom of speech, freedom of religion, *laïcité*, secularity.

EUGÈNE LAPOINTE OMI
**Zachód wobec dżihadyzmu islamskiego.
Jak zareagować?**

Streszczenie

Jaką postawę należy przyjąć wobec dżihadyzmu islamskiego, aby utrwalić pozytywne relacje pomiędzy Zachodem i Islamem? Autor snuje wizję społeczeństwa wielokulturowego funkcjonującego na zasadzie wzajemnego respektu i szacunku. Pierwszorzędnym celem tego projektu jest wzajemne poznanie się w celu budowania – razem – lepszego świata.

Usiłując zrozumieć (albo wytłumaczyć) zjawisko przemo-
cy o motywach religijnych, która manifestuje się w różnych częściach
świata, autor najpierw szkicuje „portret pamięciowy” dżihadysty. Na-
stępnie określa czym powinna charakteryzować się wolność słowa –
motyw licznych zamachów terrorystycznych, zwłaszcza dramatyczny
w skutkach atak na redakcję „Charlie Hebdo”. W końcu autor podej-
muje klasyczny temat „laickości” (albo „sekularyzmu”) świata zachod-
niego i analizuje zjawisko „powrotu religijności”.

Podsumowując, autor proponuje warunki *sine qua non* wspól-
nej, harmonijnej egzystencji społeczeństwa wielokulturowego: rządy
sprawuje tu władza świecka, tzn. taka władza, której celem nie jest pro-
mowanie ideologii (bo mogłaby się ona przerodzić w opresję), ale za-
pewnienie wolności słowa i wyznania wszystkich obywateli.

Słowa kluczowe: dżihadyzm islamski, społeczeństwo wielo-
kulturowe, wolność słowa, wolność religijna, laickość, sekularyzm.